



Comité économique et social européen

Conférence conjointe du CES luxembourgeois et du CESE

*"Pour une Europe compétitive, sociale et durable
Réussir la stratégie de Lisbonne
par un pacte avec la société civile organisée"*

Luxembourg, les 26 et 27 janvier 2005

DISCOURS D'OUVERTURE

**de la Présidente
du Comité économique et social européen**

Anne-Marie Sigmund

Seul le texte prononcé fait foi

Check Against Delivery

Version du 24/01/05

Monsieur le Président Maystadt,
Monsieur le Président Raymond Hencks,
Cher(e)s collègues, Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à notre conférence!

Je suis particulièrement heureuse de pouvoir vous saluer aujourd'hui ici à Luxembourg au nom du Comité économique et social européen.

Je tiens tout d'abord à remercier:

- le Conseil économique et social du Grand-Duché du Luxembourg pour son excellente coopération lors de la conception et de l'organisation de cette conférence;
- la présidence du Conseil européen pour son soutien;
- la Banque européenne d'investissement et tout particulièrement Monsieur Maystadt, son président, pour la mise à disposition de ces locaux et de cette salle de conférence moderne qui vient d'être achevée.

Je me réjouis que notre manifestation ait suscité l'intérêt de tant d'organisations. Et je me réjouis également que vous soyez venus si nombreux. Comme vous le voyez, Monsieur Maystadt, nous avons bien rempli votre salle. Mais cela ne devrait en fait pas nous surprendre! Je crois que nous savons tous quelle importance capitale revêt le thème central de la conférence "*Réussir la stratégie de Lisbonne*". Il s'agit de la "*stratégie de Lisbonne*". Au moins depuis l'été dernier, le concept de "*stratégie de Lisbonne*" est devenu synonyme du débat sur les réformes en Europe. Aucune institution, aucune organisation à Bruxelles n'a manqué de présenter ses propositions relatives à la stratégie de Lisbonne. Aucun organe n'a omis de nommer un ou une responsable de la stratégie de Lisbonne.

C'est à mon sens important et positif. Cela montre que nous avons au moins réussi à redonner vie au débat sur la stratégie de Lisbonne. Dans la dernière ligne droite avant le sommet de printemps en mars, lors duquel le Conseil européen adoptera le rapport d'étape, le débat bat à nouveau son plein. Des idées, des visions sont échangées, des propositions sont formulées quant à la bonne voie pour l'avenir de l'Europe.

Ce débat sur les réformes, qui est mené sous le titre de "stratégie de Lisbonne", est nécessaire. Il est par ailleurs positif qu'il y règne une certaine unité. Nous nous accordons avant tout sur le fait que trop peu de choses ont été réalisées. Le rapport du groupe Kok, dont nous reparlerons certainement au cours de cette conférence, est intitulé "*Relever le défi*". Dès l'introduction, le rapport affirme que l'on n'a pas "*fait montre de la diligence requise dans l'application d'une grande partie de la stratégie*". Dans l'avis du Comité économique et social européen, adopté lors de la session plénière d'octobre dernier par une grande majorité, nous parlons également de déficit de mise en oeuvre. Nous constatons que le bilan des cinq dernières années est décevant et que la mise en oeuvre des réformes accuse un retard.

La "*stratégie de Lisbonne*": Nous nous accordons sur le déficit de la mise en oeuvre et nous en discutons de manière approfondie. À la veille du Conseil et dans l'attente du rapport de la Commission, nous voulons également mener des débats approfondis lors de cette conférence. Il me semble toutefois capital, ici et maintenant dans ces deux jours et demi, de faire progresser davantage encore le débat. Au cours des six derniers mois, nous avons tous établi et rendu publique d'une manière ou d'une autre notre analyse de la situation. En tant que société civile organisée, il nous incombe cependant de présenter aux décideurs politiques pour le sommet de printemps une synthèse de nos demandes variées: une liste courte, formulée avec concision, des demandes adressées au sommet de

printemps, qui recueillent réellement une vaste approbation de la société en Europe et qui dépassent les intérêts particuliers de chaque organisation; c'est-à-dire ce message central que nous devons présenter à nouveau maintenant, à la veille du sommet. Ainsi pourrons-nous apporter une contribution solide et à court terme qui s'ajoutera aux nombreux documents et analyses que nous avons produits au cours du second semestre de l'année dernière.

Dans les conclusions de la présidence du printemps dernier, le Conseil européen invitait explicitement le Comité économique et social européen à explorer des voies pour une mise en œuvre plus efficace de la stratégie de Lisbonne, afin de préparer l'examen à mi-parcours du Conseil européen au printemps 2005. Comme je l'ai déjà mentionné, nous avons, en réponse à cette demande, adopté en octobre un avis de qualité, complet, concis et pertinent. Vous le trouverez dans votre dossier de la conférence. Dans le cadre de l'élaboration de cet avis, nous avons procédé en septembre dernier à une audition des Conseils économiques et sociaux nationaux et de quelques organisations socioprofessionnelles européennes. Nous avons transmis l'avis à la présidence néerlandaise et l'avons envoyé à tous les chefs d'État et de gouvernement. Au mois de novembre, nous avons en outre adopté une déclaration commune avec les Conseils économiques et sociaux des États membres, que vous trouverez également dans votre dossier.

Toutefois, afin de mener véritablement à bien notre mandat, nous avons décidé d'élaborer en outre une résolution, que nous adopterons lors de la session plénière début mars. Cette conférence – durant ces deux jours – nous aidera à tirer la quintessence du débat politique actuel afin de livrer aux décideurs ce message fort dans une résolution percutante.

Pour ce faire, Mesdames et Messieurs les participants, je compte avant tout sur vous. Ce seront vos contributions qui détermineront la qualité de cette conférence. Demain en fin de matinée, nous aurons l'occasion de débattre personnellement avec M. Jean-Claude Juncker, Président du Conseil européen, afin de lui exposer de manière claire et précise ce qui nous tient à cœur pour le sommet de printemps. Je vous promets, en qualité de Présidente du Comité économique et social européen, que nous formulerons ce message avec clarté et précision dans la résolution qui sera transmise aux décideurs du Conseil européen.

Comme nous le savons tous, les défis sont nombreux, et se rappellent à nous constamment. Nous aborderons certainement à nouveau, au cours de cette conférence, nombre d'entre eux, parmi lesquels:

- le mélange sans heurt des instruments macroéconomiques;
- la réforme visant à faire du pacte de stabilité et de croissance un instrument capable de générer davantage de croissance et de productivité;
- le rôle de la politique de cohésion dans l'amélioration de la compétitivité et dans la réduction des inégalités en matière de revenus au sein de la Communauté;
- les mesures nécessaires pour le marché intérieur: abolition de la double imposition, simplification du statut de la société européenne – notamment en ce qui concerne les PME, réduction du délai, simplification des démarches et diminution du coût d'obtention du brevet communautaire, accroissement de l'efficacité dudit brevet, achèvement d'un véritable marché intérieur des services;
- la réorganisation de l'agenda politique et social de l'Union européenne élargie, par exemple sous la forme d'une Charte du développement social durable, qui tiendrait compte notamment du rôle des mesures en matière de

politique de l'emploi, de la place des personnes âgées dans la vie active, des mesures visant à une meilleure insertion sociale et à la promotion de la santé publique, sans oublier la corrélation entre santé, protection sociale et environnement;

- la mise en oeuvre de la notion d'apprentissage tout au long de la vie;
- l'augmentation des investissements consacrés à la recherche, associée à une meilleure coordination des programmes au niveau communautaire et national, ainsi que la création d'un Conseil européen de la recherche;
- le transfert de connaissances dans le domaine industriel, compte tenu notamment des besoins des petites et moyennes entreprises en matière d'accès à la recherche et de soutien lors de l'introduction des innovations techniques;
- des efforts accrus en faveur de la promotion du développement des technologies respectueuses de l'environnement;
- une réforme de la méthode de coordination ouverte, afin de lui donner davantage de mordant, etc.

Tous ces points sont légitimes et importants; la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne exige une politique probante et claire tant au niveau communautaire que dans les États membres. Ces objectifs, tous prioritaires, figurent dans le nouveau traité constitutionnel européen, lequel doit être adopté par tous les États membres. À cet égard, les trois piliers de la stratégie offrent une occasion unique de parvenir à des effets de synergie sur le plan économique, social et écologique.

Pour progresser véritablement, toutefois, il convient d'accroître le rôle de la société civile organisée et dès lors, également, celui des partenaires sociaux dans la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne.

J'en viens maintenant au point qui est peut-être le plus important de mon intervention: loin de nous reposer sur le Conseil et sur les ministres, nous devons voir par nous-mêmes dans quelle mesure nous pouvons contribuer à la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne. Au niveau national, les Conseils économiques et sociaux, en concertation avec les partenaires sociaux et les différentes organisations de la société civile, ont un rôle capital à jouer. Au niveau communautaire, le Comité économique et social européen est prêt à participer de manière active à la mise en oeuvre et au contrôle de la stratégie de Lisbonne, à coopérer étroitement avec les partenaires sociaux et les organisations de la société civile au niveau européen et à servir de lien avec le niveau national.

J'ai dit tout à l'heure que le débat sur la stratégie de Lisbonne a lieu, et c'est exact. Ce débat, toutefois, est encore trop limité au petit cercle des experts bruxellois. La stratégie ne peut être mise en oeuvre avec succès sans une participation active de la société civile organisée. Le débat qui a lieu dans nos rangs permettra de rapprocher la stratégie de Lisbonne des citoyens et des citoyennes de l'Union européenne. C'est pourquoi nous plaidons, comme l'illustre bien le titre de cette conférence, en faveur d'un pacte avec la société civile organisée. Le Comité économique et social européen, avec ses 317 membres issus des 25 États membres de l'Union européenne, peut jouer et doit jouer un rôle important afin de donner vie à ce pacte avec la société civile. Je vous invite tous et toutes à débattre avec nous et à participer ensuite, au sein de vos organisations respectives, à la réalisation de nos objectifs communs.

Je vous remercie.
